



EDD W TWOHIG

902 691 2866

98, avenue Elm, Kentville (Nouvelle-Écosse) B4N 1Z1

www.eddtwohig.ca edd@eddtwohig.ca

Le 19 juillet 2016

**William Stephenson
Services de la procédure
Chambre des communes
Bureau 6-11
131, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0A6**

La raison pour laquelle je me présente devant le Comité est que j'ai vécu 86 années volatiles d'histoire économique comme comptable agréé, entrepreneur, expert-conseil auprès du gouvernement et de l'entreprise, député à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse et candidat à la Chambre des communes. J'ai étudié la croissance économique et la justice distributive et j'ai défendu mes opinions économiques et politiques, dans mes écrits et dans mes discours. Je crains que les législateurs canadiens n'aient pas eu les connaissances nécessaires pour bien évaluer les options économiques et fiscales. Une de mes citations favorites est qu'« il n'y a rien de nouveau, si ce n'est l'histoire que vous ne connaissez pas ». Les politiques du Canada ont été tantôt bonnes tantôt mauvaises. Les politiques des années 1920 étaient mauvaises, celles de W.L. MacKenzie King et d'autres nous ont valu les décennies de croissance des Années dorées, et nous avons aujourd'hui des politiques qui nous ramènent aux années 1920. Le Canada doit rejeter les politiques dictées par d'autres pays et des intérêts commerciaux.

EDD W TWOHIG

902 691 2866

98, avenue Elm, Kentville (Nouvelle-Écosse) B4N 1Z1

www.eddtwohig.ca edd@eddtwohig.ca

Le 29 juillet 2016

Consultations prébudgétaires de 2017

Suzie Cadieux

Greffière du Comité permanent des finances

Chambre des communes

Ottawa (Ontario)

Canada K1A 0A6

Tél. : 613-992-9753

Courriel : FINA@parl.gc.ca

Sommaire

Très peu de citoyens comprennent ou cherchent à comprendre l'économie canadienne. Peut-être se sentent-ils trop stupides ou sans instruction, mais, en fait, c'est qu'ils n'utilisent tout simplement pas leur capacité de réflexion rationnelle. Ils élisent des députés pour le faire à leur place. Comprendre et adopter des politiques économiques, au bénéfice de tous les citoyens, telle est la plus grande responsabilité et le premier devoir de chaque député. La politique économique est le fondement de toutes les autres facettes du gouvernement. Les députés doivent maîtriser les concepts nécessaires et les données et se livrer à une réflexion rationnelle. Les politiques devraient maximiser la création de richesses (biens et services), et limiter la consommation de richesses, pour soutenir la capacité de production. Les politiques devraient viser une juste répartition de la production et de la distribution entre les citoyens et l'ensemble de la société.

On comprend facilement que la fiscalité a une influence sur les décisions des citoyens de travailler et produire, d'une part, et de dépenser et consommer, d'autre part. L'impôt sur l'argent qui constitue le revenu pourrait être facilement remplacé par un impôt sur les paiements improductifs. Les efforts pour corriger le préjudice économique et personnel causé par l'imposition des revenus ont rendu complexes et difficiles à comprendre la législation et la réglementation fiscales d'aujourd'hui.

Un moyen simple d'atténuer la difficulté de déterminer le montant imposable serait de faire le total de l'argent reçu dans une année et d'en déduire :

a) un montant pour le niveau de vie moyen;

- b) le montant total épargné;
- c) les montants versés au bénéfice d'autres personnes que le contribuable.

Le régime fiscal qui remplacerait l'impôt sur le revenu comprendrait :

- d) l'application d'une taxe égale ou supérieure sur les biens et services importés;
- e) l'application d'une taxe sur les opérations sur titres sur les marchés secondaires;
- f) l'application d'un impôt progressif sur les recettes totales moins a), b) et c) ci-dessus.

Ces changements de régime auraient pour effet de remplacer, dans l'assiette fiscale, la production de biens et services et la création de richesses par la consommation et la destruction de la richesse.

Contexte et historique

La plupart des députés n'ont pas connu personnellement la « Grande Crise », la « Seconde Guerre mondiale » ou les « Années dorées » du Canada. Ils ne savent rien non plus des politiques économiques de ces temps-là et pas grand-chose de ce qui s'est passé depuis les « Années dorées », les années de la plus grande croissance. Permettez-moi de rappeler certains des changements et leurs effets sur les Canadiens.

L'influence des intérêts bancaires et financiers sur les politiques du gouvernement a causé, avant la Grande Crise, et encore une fois après 1970, des bulles économiques, des niveaux d'endettement élevés et une concentration du revenu et de la richesse entre les mains du petit nombre. MacKenzie King a dit : « Le Parti libéral se déclare en faveur de la création immédiate d'une banque nationale dûment constituée pour le contrôle de l'émission d'argent en fonction des besoins du public » [TRADUCTION]. Il a donc formé la Banque du Canada et lui a donné le mandat de créer de la monnaie pour financer tous les ordres de gouvernement. C'est ainsi qu'ont été financés le rétablissement après la Grande Crise, les guerres, la voie

maritime, la route transcanadienne et de nombreuses infrastructures et politiques sociales. Le gouvernement a pu faire tout cela sans trop s'endetter et sans imposer un service de la dette aux contribuables.

Les « Années dorées » du Canada ont pris fin lorsque les intérêts bancaires et financiers ont repris les choses en main pendant la décennie 1970. MacKenzie King avait prévenu que la perte de contrôle de la masse monétaire détruirait n'importe quel pays, et c'est ce qui se passe.

La Seconde Guerre mondiale a entraîné la croissance de la production canadienne, dont une bonne part était vouée à la destruction, et a donné le plein emploi, et fait augmenter l'épargne personnelle. Si nous avons pu faire tous ces efforts pour la guerre, nous devrions en faire autant pour produire l'infrastructure et davantage de biens et services pour les Canadiens et pour les moins fortunés. Cela déclencherait une augmentation de l'emploi et de la croissance. C'est justement ce que nous avons fait pendant les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les Années dorées. La route transcanadienne, la voie maritime, les écoles, les hôpitaux, les programmes sociaux, la recherche fondamentale, les arts, tout cela a été financé sans endetter lourdement le gouvernement ou les ménages.

Pendant les Années dorées, en plus de la création de monnaie par la Banque du Canada, les Canadiens avaient de l'emploi et pouvaient gagner de l'argent et en prêter au gouvernement ou à l'économie privée. Et il y avait les impôts sur le revenu. Pendant les années 1950 et 1960, les taux applicables au revenu imposable se situaient dans la fourchette de 17,4 % à 91 %. Des taux d'imposition aussi élevés n'ont pas découragé l'effort de travail ni la production. Ceux qui faisaient partie de la main-d'œuvre vous diront que l'inverse était vrai. Les changements complexes au calcul de l'impôt sur le revenu au cours des 50 dernières années ont été notamment de nouvelles déductions dans le calcul des revenus imposables les plus élevés, ainsi qu'une réduction de 38 % des taux d'imposition des revenus de plus de 300 000 \$ et une augmentation de 18 % des taux pour ceux

déclarant moins de 300 000 \$.

Importations, taxes équitables

Les impôts et taxes fédéraux, provinciaux et municipaux correspondent à plus d'un tiers du PIB. Aujourd'hui, tout le coût du gouvernement doit être absorbé dans le prix des biens et services produits au Canada. Les biens et services importés ne comportent aucun de ces coûts du maintien de notre société. La production canadienne serait plus concurrentielle, sur les marchés canadiens et ailleurs, si les importations étaient frappées du même taux d'imposition que la production canadienne. Si le secteur de la fabrication est en contraction, c'est parce qu'il assume tous les coûts du gouvernement, et non pas parce que la compétitivité de nos travailleurs est moins grande.

Le Canada peut produire plus d'aliments qu'il n'en faut pour nourrir la totalité de sa population. Le consommateur qui choisit d'acheter des aliments non produits au Canada ne rend pas service aux Canadiens, sauf à lui-même. Les Canadiens devraient être entièrement libres de choisir selon leurs préférences, mais ils devraient payer le prix de leurs choix. Il serait possible d'accroître la production alimentaire du Canada en imposant les mêmes taxes sur les importations d'aliments. Les aliments importés devraient être assujettis non seulement aux mêmes taxes que les aliments canadiens, mais encore à un droit supplémentaire pour encourager la production au Canada.

Les importations sont actuellement payées par deux sources principales. En premier lieu, l'argent provenant de l'épuisement et de l'exportation de nos ressources naturelles. En plus d'épuiser les ressources, l'économie de demain, tout comme celle d'aujourd'hui, se voit privée d'une industrie à valeur ajoutée pour appuyer l'emploi et la prospérité. En second lieu, il y a l'investissement étranger dans l'immobilier et d'autres biens pour la maximisation de la rente. Nos politiques économiques semblent faire peu de cas des générations futures. En plus de la dette personnelle, pour les

prêts aux étudiants et les cartes de crédit à taux abusifs, les générations à venir devront assumer tout l'investissement étranger. Elles devront tout payer, tandis que l'emploi bien rémunéré sera mis à mal par la technologie et les importations.

Taxe sur la spéculation

Le Canadien qui achète un billet de loterie peut espérer gagner environ la moitié de la somme mise. L'autre moitié va au gouvernement, moyennant un taux d'imposition d'environ 47 %. Une taxe sur la spéculation est une bonne source de recettes, parce que c'est une source facile, que l'argent est là et que l'opération ne rapporte rien au reste de la société. Une opération d'achat ou de vente sur un marché secondaire des titres n'avantage que le vendeur et l'acheteur. L'opération prive de capital tout « premier appel public à l'épargne » qui créerait des éléments d'actif moins productifs ou toute autre utilisation des fonds qui avantagerait l'économie. C'est de la spéculation financière pure, fondée sur l'inflation et la croissance financière. Cette taxe, à un taux équitable quelconque, remplacerait les recettes provenant des impôts sur le revenu et des taxes sur la production.

Calcul de l'impôt et des taxes

L'information requise pour la production des déclarations suite au changement proposé de l'assiette fiscale serait moins volumineuse que celle que demande l'assiette fiscale actuelle. Les principes et normes comptables actuels pour toutes les opérations monétaires sont en place. La documentation de chaque transfert de fonds dans chaque opération est disponible et requise à diverses fins, y compris l'impôt. Le changement proposé éliminerait les rajustements pour le temps, le type, et diverses réaffectations. Aux fins de l'impôt, il y aurait seulement deux choses qui compteraient, soit l'argent reçu et l'argent versé. Avec l'argent versé, deux choses seulement compteraient : a-t-il été versé pour consommation personnelle ou pour l'épargne. Une des nombreuses raisons pour

lesquelles l'épargne n'est pas imposée est qu'elle ne représente pas un avantage direct pour l'épargnant avant qu'il ne l'encaisse et la dépense. L'épargne est là pour être utilisée par d'autres.

Ces changements de régime auraient pour effet de remplacer, dans l'assiette fiscale, la production de biens et services et la création de richesses par la consommation et la destruction de la richesse.

Épargne

Les régimes d'épargne d'aujourd'hui ne favorisent pas l'épargne par ceux qui en ont le plus besoin. Ceux qui ont le moins de revenus et de ressources sont ceux qui ont le plus besoin d'être incités à l'épargne. Leur épargne est indispensable pour répondre au besoin d'aide gouvernementale future. Ceux qui ont des revenus plus élevés profitent le plus de la possibilité de déductions fiscales sur leur épargne. Les régimes d'épargne sont placés sur les marchés secondaires des titres, qui ne font pas grand-chose pour l'économie. La revente des titres n'ajoute aucune valeur économique. On n'encourage pas l'investissement de l'épargne dans le secteur des petites entreprises, celui qui crée le plus d'emplois et fait progresser l'économie. Les bénéfices que rapporte une petite entreprise sont aujourd'hui imposés, même s'ils sont affectés à l'expansion d'avois productifs.

Création de monnaie

Peu de membres du public comprennent ou croient que les banques créent la monnaie par la création de crédit, ou de dettes. W. L. MacKenzie King a dit : « Le Parti libéral croit que le crédit est une question d'intérêt public, qui ne concerne pas seulement les banquiers, mais qui concerne directement chaque citoyen » [TRADUCTION], Les banques, et les institutions financières alliées, ont créé, pour leur propre bénéfice, des niveaux non viables de dette pour les ménages et les particuliers. Les banques ont créé de la monnaie pour spéculer sur des valeurs mobilières et immobilières, et elles

ont ainsi créé des bulles économiques dangereuses. Depuis 1970, les gouvernements se sont inutilement imposé un service de la dette en ne se finançant pas par la Banque du Canada. Une bonne part de leurs emprunts étaient pour couvrir un service de la dette par ailleurs inutile et pour faire des dépenses courantes qui auraient dû être payées par les impôts courants.

Toute la monnaie devrait être créée par la Banque du Canada, comme l'a dit MacKenzie King, « en fonction des besoins intérieurs, sociaux et industriels des Canadiens » [TRADUCTION]. Il faudrait contrôler l'endettement pour une consommation non nécessaire. La monnaie ne devrait être créée que pour la création de richesses. La monnaie devrait être créée pour la richesse publique sous forme d'infrastructures physiques et humaines, ou pour être prêtée au secteur privé à des fins industrielles et de développement.

Si tous les députés connaissaient notre histoire économique, nous serions peut-être encore dans les « Années dorées ». Si les gouvernements qui se sont succédé depuis 1970 avaient continué de recourir à la Banque du Canada, gardé la maîtrise de la monnaie et du crédit, découragé la spéculation et maintenu la justice distributive par la fiscalité, nous aurions peut-être encore une économie viable et productive. Nous aurions peut-être de l'emploi grâce à la production et à la consommation de biens et services canadiens. Nous aurions peut-être une classe moyenne en croissance.

Il y a tellement de théories économiques, et d'économistes aux opinions divergentes, qu'il incombe à nos députés d'examiner et de concilier les différences économiques et de se livrer à une réflexion rationnelle. S'ils le font... « ils pourront rendre sa grandeur au Canada ».